

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Pas de juges étrangers ni d'ambassadeurs de l'UE

par Michael Schewski, journaliste satirique

Les Confédérés sont un peuple qui sait se défendre. Les Habsbourg déjà en firent l'expérience. Les pères fondateurs ont chassé les baillis étrangers. Les Autrichiens ont été battus à plate couture à Morgarten, malgré toutes leurs troupes.

Les Confédérés n'ont pas non plus laissé entrer Hitler, bien que certains, à l'époque, rêvassent d'une annexion, mais les Confédérés avaient un général aimé du peuple. Le peuple n'aimait pas *Pilaf Gola*. On s'en tint à la fondue, aux röstis, au Merlot del Ticino et à la viande séchée des Grisons.

Une Europe made in USA

A peine le Troisième Reich était-il anéanti qu'une nouvelle Europe made in USA fut édifée sur les ruines de l'ancienne: l'*Union européenne du capital financier réuni (UECFR)*. Le capital financier aime les beaux tissus, les attachés-cases et les ordinateurs portables. Cela doit faire oublier les chars. Il achète tout ce qu'il peut acheter et avant de se réveiller, les peuples ne possèdent plus rien: plus une banque, plus une usine, plus un hôpital, plus de services publics, plus d'eau, plus d'électricité, plus de transports publics, plus de poste, de journaux, plus de radio ni de télévision, plus rien du tout. Les indemnités de chômage ont remplacé le travail. Quand les peuples seront devenus pauvres et que les salaires seront assez bas, le capital financier construira peut-être, si cela lui plaît, de nouvelles usines, mais qui n'appartiendront pas au pays.

Et si un pays ne vend pas de plein gré tout ce qu'il possède, le capital a recours à d'autres moyens: En ex-Yougoslavie, il a commencé par étrangler l'économie. Ensuite, il a dressé les peuples les uns contre les autres et finalement il a bombardé le pays, le ramenant à l'âge de pierre. Et maintenant les nouveaux Etats libérés demandent l'adhésion. S'il le faut vraiment, on s'en accommodera.

Cela a commencé avec la *Communauté européenne du charbon et de l'acier*, puis est née l'*UECFR*. Un agent américain du nom de *Jean Money* avait pour mission de rassembler sous une autorité les vassaux européens. Le capital financier devait circuler librement et l'Allemagne être réarmée le plus vite possible. Pendant la guerre froide, elle devait être au service des Etats-Unis en tant que membre actif de l'Alliance atlantique.

Une concurrence indésirable et ses conséquences

Lorsque certains pays se rassemblèrent au sein de l'*Association européenne de libre-échange (AELLE)* pour améliorer le commerce et la coopération économique entre les pays

Det äne-n-am Bergli

Q 78 aus der Ostschweiz, S: Willi Gremlich
Source: Schweizer Singbuch, Mittelstufe, St. Gallen 1986

«Là-bas sur la colline se trouve une chèvre blanche. Quand j'ai voulu la traire, elle ne s'est pas laissée faire.» Traduction du texte de la chanson d'enfants de Suisse orientale ci-dessus.

européens et le monde, et donc la croissance et la prospérité des Etats membres, sans restreindre leur marge de manœuvre politique, le capital financier, organisé de manière centraliste, n'était pas enthousiaste.

Il engagea des négociations avec l'AELE et, à l'issue du Processus de Luxembourg, naquit l'*Empire économique européen (EEE)*. Les pays de l'AELE qui adhèrent à l'EEE durent participer aux paiements directs destinés aux régions européennes «structurellement faibles» sans pourtant obtenir la participation politique. En outre, ils durent adopter automatiquement le nouveau droit européen. A l'exception de la Suisse, tous les pays de l'AELE adhèrent à l'EEE. Les Confédérés votèrent non. On en resta au principe «Pas de juges étrangers».

Cela a coûté cher à la Suisse. Sans raison extérieure et en l'absence de faits nouveaux, elle se vit soudain, 50 ans après la fin de la guerre, clouée au pilori. Avec l'aide de quelques sénateurs et avocats américains stipendiés et de la presse guidée par l'intérêt, le capital financier mena une campagne de calomnies dont l'objectif fut, dès le départ, de salir l'image de la Suisse dans le pays et à l'étranger. A la fin, on eut l'impression que la Suisse était responsable de la guerre et des crimes du Troisième Reich.

Sous la pression de l'étranger, on récrivit l'histoire suisse: 25 volumes, 12 000 pages furent remplies qui ne nous apprirent rien de vraiment nouveau. Ce n'était certainement pas une entreprise aisée, mais pour les 22 millions qu'a coûté le *Rapport Bergerie*, on pouvait faire quelque chose.

Le résultat de la commission d'enquête sur les banques qui, pour un milliard de francs, a examiné en long et en large le moindre document, n'était absolument pas en rapport avec le coût et le travail occasionnés. Lorsque le montant, et même un peu plus, eut été payé, plus personne ne s'y intéressa. Et ce sont les victimes nécessiteuses de la guerre qui reçurent le moins d'argent. Il faut comprendre que les avocats ne pouvaient pas travailler gratuitement.

C'est alors que commença l'époque de la grande reprogrammation neurolinguistique. Le disque dur de tous ceux qui n'avaient pas d'antivirus efficace fut reprogrammé. On associa des idées positives à l'UECFR et des idées négatives à la Suisse. L'UECFR était bonne, progressiste, ouverte au monde, sociale, pacifique (inutile de dire qu'on ne parlait pas des guerres contre l'ex-Yougoslavie, l'Irak et l'Afghanistan) et la Suisse était mauvaise, rétrograde, étroite d'esprit, égoïste, mesquine, profiteuse, etc.

Furent atteints par le virus avant tout ceux qui avaient perdu le sens des réalités, les politiques, les écrivains, les artistes, les gens des médias qui aiment à se considérer comme l'avant-garde de la nation. Ils sont vaniteux et, quand le capital les flatte un peu, ils deviennent très dociles.

En revanche, le système immunitaire du peuple fonctionne très bien.

Michael Reiterer, ambassadeur de l'UE à Berne

Et maintenant, l'UECFR vient d'envoyer un ambassadeur à Berne. Oui, vous avez bien lu, un ambassadeur, *Reiterer*, un homme qui dispose de réseaux, qui domine les médias et peut faire plus de dégâts dans les esprits que toute une armée.

Manifestement, il se plaît à Berne. Sa porte est toujours ouverte à ceux qui attendent l'adhésion avec impatience. Soit dit en passant: Avez-vous remarqué que les conseillers fédéraux ne sont plus des *chefs de département* mais des *ministres*? En tout cas, Reiterer n'a plus aucun scrupule à débiter les pires sornettes en public. Récemment, lors d'un débat sur l'Europe organisé par un grand quotidien suisse, il a déclaré que l'UE était organisée comme la Suisse, que leur fondement commun était la démocratie et que les deux systèmes étaient imprégnés d'une «culture du compromis». Il a comparé le Conseil européen à notre Conseil des Etats, le Parlement européen à notre Conseil national et la Commission européenne à notre Conseil fédéral. Un proverbe ne dit-il pas: «je chante les louanges de celui qui me nourrit»? Reste à savoir qui nourrit le journal pour qu'il imprime de telles sottises.

Reiterer a confié au supplément *Magazin* du *Tages-Anzeiger* ce qu'il n'aimait pas: «les longues déclarations sur ce qui ne marche pas, la lâcheté, la peur du risque, la passivité, la faiblesse de caractère, l'étroitesse d'esprit, la rigidité, l'hypocrisie, l'indifférence, la politique à courte vue, le ras-le-bol de la politique, le populisme, la xénophobie, le mépris des gens, l'asservissement d'autrui, la pollution de l'environnement.» Je n'arrive pas à concevoir qu'un homme aux principes aussi nobles fasse de la propagande pour l'UECFR.

Grondements de tonnerre et susurrements amoureux

Lors du grand krach banquier, nos deux grandes banques ont fait la une des journaux américains. Bien qu'elles ne soient plus «Swiss» que de nom, les Etats-Unis ont profité de l'occasion pour tomber à bras raccourcis sur la

Suisse et ses institutions démocratiques. Nos voisins du Nord ont même menacé de nous envoyer leur cavalerie et ont été approuvés par nos médias champions de la pensée unique. Quel varcarme!

Imaginez qu'un de ces journaux modèles se soit exprimé de manière à peu près aussi primitive et offensante sur un petit pays méditerranéen, je pense qu'on aurait interdit le journal et emprisonné le journaliste. On aurait parlé d'incitation à la haine! Mais faire cela contre la Suisse était possible. Après tout, elle était responsable de toute la crise financière et de la faim dans le monde par dessus le marché.

Je suis sûr que l'idée de *Kadhafi* de dissoudre la Suisse et de la répartir entre les pays voisins lui a été soufflée.

Quelques politiques partisans de l'annexion ont craint pour celle-ci si *Steinbrück* continuait à faire tant de tapage. Ils ont envoyé une délégation chez nos voisins du Nord pour leur expliquer que ça n'allait pas, que s'ils continuaient à tempêter, le peuple suisse se serrerait les coudes, ce qu'ils ne souhaitaient pas. *Steinbrück* n'a pas été réélu et le ton s'est adouci.

Wolfgang et *Angela* ont parlé de bonnes relations de voisinage, ils ont même reconnu que c'était une erreur de faire tant de tapage. *Wulff*, loup revêtu d'une peau d'agneau, a parlé d'amitié, d'intérêts commerciaux communs, de compétitivité, de l'histoire similaire des deux pays (à vrai dire, il n'est pas historien!). Il a fait un éloge appuyé de la Suisse, disant qu'elle pouvait apprendre des choses à l'Allemagne: la créativité, le don d'apporter des réponses géniales à des questions difficiles. Il a déclaré qu'il était venu ici chercher des idées pour le débat allemand sur la démocratie directe. Il m'a vraiment fait pitié. Il avait l'air tellement compassé.

Nous ne savons évidemment pas ce qu'il a dit à huis clos. De toute façon, notre Présidente ne s'est pas contentée de jouer des paupières. Lors de la conférence de presse, des propos sérieux ont été exprimés.

La 5^e colonne se mobilise

Lorsque la situation s'est calmée, du moins en apparence, *Avenir Suisse* a lancé un grand débat sur l'Europe. Le *think tank* de la haute finance a déclaré vouloir, avec ses analyses et ses propositions, sous la forme d'un «atelier du futur», libérer le débat de ses tabous et attirer l'attention sur de nouvelles solutions. Avec une nouvelle version de l'EEE ou une adhésion à l'UE mais en conservant le franc, la Suisse pourrait sauvegarder une grande partie de sa souveraineté, voir l'élargir. Cependant les héros d'*Avenir Suisse* n'ont pas expliqué comment on peut réaliser cela en adhérant à une dictature.

Depuis, la radio, la télévision et la presse ne cessent de répéter quotidiennement les mêmes clichés. En parlant d'un «désarroi palpable» de la population, on le suscite. On prétend que la voie bilatérale a atteint ses limites. L'indépendance et la souveraineté seraient un mythe, le cavalier seul ne serait plus possible (comme si nous y avions jamais été favorable!) et la volonté de faire des réformes serait nécessaire.

Tout cela me donne l'impression qu'on cherche à donner le tournis au peuple et je ne comprends pas comment certains Confédérés réussissent à associer à l'UECFR les notions de social, de pacifique et de démocratique. Mais peut-être que le problème se résoudra de lui-même, maintenant que l'UE s'est transformée en une communauté de pays en faillite.

Sommaire

L'information honnête renforce le civisme et la compétence

page 2

Stuttgart 21 – de quoi s'agit-il réellement?

page 3

La transhumance des moutons – une idylle qui se meurt

page 5

Soft power: la guerre culturelle des Etats-Unis contre la Russie (1991–2010)

page 6

L'information honnête renforce le civisme et la compétence

En Allemagne, une classe politique embarrassée remarque combien elle s'est éloignée du peuple

par Ulrich Schmid

Les politiques et les médias manifestent en Allemagne une agitation unanime privée de tout fondement. Ce ne sont pas les oppositions qui caractérisent le débat de la République de Berlin, mais un large consensus. Cependant, celui-ci conduit à ce que certains cherchent à se mettre en avant à bon marché. Les conséquences sont trop souvent la tabouisation, la simplification et le refoulement.

L'Allemagne est par excellence le pays de l'agitation médiatique permanente. Dans aucun autre Etat, y compris les USA, il n'existe une aussi grande différence entre la banalité accablante des événements politiques et leur vulgarisation médiatique. L'hyperventilation médiatique est un état permanent. Si l'on prenait seulement les médias dominants comme critère, on devrait en conclure que nous nous trouvons dans un tourbillon apocalyptique. Quand arrive une crise, on prédit avec inquiétude la «fin du capitalisme». Si l'on se dispute au sein de la coalition, la chute du gouvernement n'est pas loin. On fait de chaque débat politico-social un *Kulturkampf*. Si l'on a des problèmes avec l'immigration, on déclare qu'elle a «échoué». Tout est menacé: le déclin économique menacé, de même que la désunion sociale et le vide culturel, *Lothar Matthäus* menace de se remarier, tout est épouvantable. Une grippe A H1N1 politique a envahi le pays: beaucoup de bruit pour presque rien.

Un pays où domine la raison

La réalité est tout autre. L'Allemagne est, la crise l'a montré à nouveau, un Etat florissant qui a une démocratie efficace et un système judiciaire sain. L'économie allemande se porte mieux que celle d'autres pays, les exportations ont pris un essor que l'on ne connaissait plus depuis 20 ans, les taux d'intérêt sont stables, le chômage diminue, la fin du monde est repoussée une nouvelle fois. Comparée à la France, à la Belgique, à l'Italie et à la Grande-Bretagne, l'Allemagne reste un pays raisonnable, stable et prévisible. L'économie correspond à la politique. L'Allemagne ne sombre pas dans les querelles et les intrigues, comme le suggèrent sans arrêt les lamentations des médias. Au contraire, ce qui continue de dominer, c'est le large et stable consensus de l'après-guerre.

Cela a un effet soporifique. Cinq partis sociaux-démocrates siègent au Parlement allemand. On n'a pas besoin de parler des sociaux-démocrates. Les partis de l'Union ont, sous le gouvernement de *Merkel*, pris une série de positions sociales-démocrates et même ses partisans ne sont plus capables de trouver des restes du conservatisme autrefois hautement prisé. *Roland Koch*, le dernier conservateur de la CDU, lui a tourné le dos. *Les Verts* ont un sujet principal, l'environnement, qui ne suppose pas forcément une politique économique déterminée, pourtant ils pensent comme les sociaux-démocrates: Ils veulent prélever des impôts et redistribuer l'argent. *La Gauche* ne veut pas autre chose, c'est pourquoi elle est, du moins dans sa politique quotidienne, absolument sociale-démocrate, même si l'on devrait craindre pour l'Etat si elle gouvernait seule. Les communistes, qui reprochent à *La Gauche* de un révisionnisme petit-bourgeois, ont tout à fait raison. Les troupes de *Lafontaine* et de *Gysi* ne veulent pas renverser l'économie sociale de marché mais seulement l'imposer davantage que les autres sociaux-démocrates.

Même les Libéraux, le cinquième parti représenté au Parlement, sont des sociaux-démocrates, même s'ils ne veulent pas l'entendre dire. Certes, le FDP (Parti libéral démocrate) est le dernier parti du pays qui ose encore appeler à la responsabilité et à l'initiative individuelles. Cependant, l'image déformée que les médias donnent des Libéraux sont à la rigueur des exagérations plausibles. *Westerwelle* veut-il abolir l'Etat social? Veut-il laisser mourir de faim les plus pauvres, laisser les malades sans traitement. Veut-il, comme on le lui a reproché, envoyer des hordes fascistes dans les rues? Dieu merci! Le FDP ne veut même pas ré-



«La comédie ennuyeuse que jouent politiques et médias sert au divertissement d'une majorité extrêmement passive. [...] Dans le tumulte de la comédie médiatique, on néglige les vrais problèmes du pays.» (photo caro)

duire les prestations *Hartz-IV*. Les Libéraux voudraient imposer moins la classe moyenne, c'est tout. Ce serait raisonnable et cela pourrait apporter à toute l'Allemagne, même à ses pauvres, des avantages énormes. Pour le reste, les Libéraux nagent aussi dans le courant dominant. Ils encouragent la culture et la science, ils veulent l'Etat social et l'économie sociale de marché.

Le fait est qu'au Parlement allemand, il n'y a pas de débats idéologiques. Les valeurs politiques fondamentales sont généralement reconnues. Il ne s'agit en fait que de pourcentages, d'années ou de kilomètres. 19 ou 7% de TVA? Les centrales nucléaires doivent-elles rester quelques années de plus en service? A partir de quand a-t-on droit à une retraite à taux plein? A partir de quelle distance a-t-on droit au «forfait navetteurs» (déduction pour frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail)? Le seul fait que les cinq partis, de l'Union «noire» à la Gauche «rouge», collaborent utilement à la vie politique de tous les jours montre combien le consensus est large. Récemment, les Libéraux et les antifascistes ont manifesté ensemble à Berlin contre la surveillance et pour la protection des données. Les néonazis et les vrais communistes sont fortement marginalisés, aussi bien au niveau politique que social.

Au fond, c'est merveilleux. Un large consensus est toujours une bonne chose, en Allemagne tout particulièrement. On sait où peut mener la discordance dans ce pays. Ce n'est pas la prétendue discordance mais l'austérité uniforme de la politique allemande qui provoque l'agitation des médias et les combats de coqs en politique. Les politiques allemands souffrent d'un besoin maladif de se mettre en avant, de se distinguer des autres. Ils savent parfaitement qu'ils ne se différencient que très peu de leurs adversaires et cela les pousse à des excès rhétoriques. Aussi bien la polémique permanente dans les médias et chez les politiques que le large consensus réel de la classe politique sont regrettables et ont des conséquences négatives.

Zones intellectuelles taboues

Le large consensus politique conduit à refouler des questions délicates et à créer des zones intellectuelles taboues. *Thilo Sarrazin* aime polémique. Ses exagérations tantôt douteuses tantôt rebattues et la manière dont il parle des immigrés ont quelque chose d'impertinent et d'un peu hautain que l'on aime interpréter comme racistes. Pourtant le «débat» que le social-démocrate prétend avoir suscité est resté stérile et superficiel. Très peu de médias

et de politiques ont discuté ses thèses de manière approfondie. La plupart se sont contentés de manifester rapidement leur indignation politiquement correcte selon le rituel connu. Il en résulte nécessairement un appauvrissement intellectuel.

Ce qui s'exprime lors de ce cinéma médiatique, c'est presque uniquement l'opinion de l'élite. Le peuple pense autrement. L'Allemagne est un Etat de partis. Le citoyen élit la moitié des parlementaires directement; en dehors de ça, il n'a guère voix au chapitre. Depuis la dernière guerre, on se méfie fondamentalement de lui. La plupart des partis déclarent certes qu'ils veulent modifier cet état de choses et réclament beaucoup plus de référendums, même au niveau fédéral. Mais concrètement, ils ne font rien. S'ils voulaient vraiment changer cette situation, ils l'auraient fait depuis longtemps. La comédie ennuyeuse que jouent politiques et médias sert au divertissement d'une majorité extrêmement passive. Elle laisse entendre d'un côté l'importance des sujets et d'un autre le caractère indispensable des politiciens.

Le peuple voit clair dans ce petit jeu: il s'ennuie, se fâche et tombe nécessairement dans le «ras-le-bol de la politique» que l'on déplore. Cependant quand il s'exprime, son image se modifie soudain. Ceux qui veulent savoir ce que les Allemands pensent vraiment, vont voir sur Internet, sur les blogs et les sondages en ligne des grands médias.

Une classe politique embarrassée doit se rendre compte peu à peu, à consulter ces forums sans prétention, si éloignés du sublime Parlement, combien elle s'est éloignée du peuple. Pendant deux jours, les médias et les politiques ont pesté à l'unisson à propos du référendum sur les minarets et traité les Suisses de ploucs. Ils étaient persuadés, dans leur orgueil, que pareille chose ne serait jamais possible chez eux. Toutefois, l'apparente vertu tenait une fois de plus au manque d'occasion. Dans le monde virtuel, il s'est avéré que les Allemands auraient voté exactement comme les Suisses. Cela vaut également pour d'autres sujets. On a de bonnes raisons de penser que les Allemands, si l'on osait un peu plus de démocratie directe, auraient rétabli depuis longtemps leur mark, et en tout cas maintenant, après la crise grecque. Il est sûr que Berlin ne se serait jamais engagé en Afghanistan et qu'il aurait peut-être déjà tourné le dos à l'UE.

Dans le tumulte de la comédie médiatique, on néglige les vrais problèmes du pays. Aucun politique ne veut dire concrètement comment se libérer de la dette publique abyssale

et les médias, qui se comportent en général si courageusement, sont étonnamment lâches quand on aborde le sujet. La dette de l'Etat allemand s'élève à 1,7 billion d'euros. Les mesures présentées jusqu'ici par *Schäuble* sont quasiment symboliques; on est loin des coupes drastiques que la Grande-Bretagne a osé effectuer sous le gouvernement de *David Cameron*. Ne rien faire n'est pas une solution. Si les dettes ne sont pas remboursées, la prochaine crise financière, beaucoup plus grave, n'est plus qu'une question de temps. Mais le problème est noyé dans l'agitation médiatique à propos des méchants qui osent exiger de la discipline fiscale.

Cela rend songeur. L'Allemagne, semble-t-il, a maintenant tellement versé à gauche qu'on ne peut plus mener de débats sérieux sur des modèles économiques durables. Et l'on est inquiet d'apprendre que, d'après des sondages représentatifs, les Allemands n'accordent de toute façon pas davantage de valeur à la démocratie et qu'ils pourraient dans leur grande majorité tout à fait imaginer vivre dans un Etat socialiste, comme le montre un sondage du réputé *Institut Emnid*. Un Allemand sur quatre souhaite aujourd'hui même de temps en temps le retour du mur.

Déclin de la démocratie?

La situation en Allemagne prouve-t-elle que la démocratie a fait son temps? Des sceptiques se demandent déjà si les démocraties seront capables de s'administrer l'austérité qui peut seule garantir leur survie. On doit certainement prendre les avertissements au sérieux. Pourtant, l'alarmisme n'est pas encore indiqué. La capacité d'action n'est pas le privilège de l'élite autoritaire. Ce ne sont ni la démocratie allemande de partis ni la France centraliste qui ont limité leur endettement mais la Suisse dans laquelle le citoyen prétendument infidèle, gaspilleur et facile à séduire peut exprimer son opinion en toutes circonstances. Cela ne doit pourtant pas conduire à l'arrogance. Mais cela indique qu'un plus grand respect du citoyen peut valoir la peine. La raison politique d'Etat ne vient pas d'en haut mais d'en bas. Elle se développe dans les petits groupes, dans les familles et les communes, là où les citoyens ont conservé une vue d'ensemble, où ils n'ont pas besoin d'experts qui pensent à leur place, où ils peuvent prendre eux-mêmes les décisions. On souhaiterait que les élites allemandes bruyantes et autoritaires aient le courage d'en prendre acte.

Article publié avec l'aimable autorisation de la «Neue Zürcher Zeitung» du 25/9/10.

(Titre et traduction *Horizons et débats*)

Stuttgart 21 – de quoi s'agit-il réellement?

Courrier  des lecteurs

Comme j'ai grandi à Stuttgart et que je me sens fort liée à la ville de Stuttgart, j'ai bien compris ce qui émouvait les citoyens, confrontés au projet *Stuttgart 21*, qui implique la démolition partielle de la gare centrale. Dans l'idée de soutenir les citoyens de Stuttgart dans leur opposition à ce projet, j'ai commencé à faire des recherches pour savoir sur quoi portait l'essentiel de la critique et ai acquis la conviction que de nombreuses raisons plaident en faveur de la suspension de la réalisation jusqu'à ce qu'on réponde aux graves objections que la projet a suscité. Pour exprimer cette conviction, j'ai pris le train pour aller à Stuttgart et participer à une manifestation le 19 août.

Il y eut ce jour-là quelques 20 000 manifestants. La plupart d'entre eux étaient des citoyens de tous les âges et de tous les genres. Divers groupuscules étaient identifiables à leurs calicots. Il y avait aussi un grand nombre de personnes âgées. L'ambiance était très calme, paisible, aucunement échauffée. Ce qui m'a stupéfaite déjà à ce moment-là, c'était que le nombre de manifestants avait doublé depuis la semaine précédente. Et lors des manifestations contre la guerre en Afghanistan, il y a deux ans, seulement 3 000 personnes étaient venues de tout le Bade-Wurtemberg. Comment cela était-il possible?

L'escalade a commencé le 25 août, lorsque la démolition de l'aile nord de la gare fut entreprise, malgré les protestations des citoyens. Dans l'ensemble, cependant, la situation était alors restée encore calme. Mais une aggravation considérable de l'ambiance s'est produite lorsque le projet fut mis en discussion au niveau fédéral. Une grande partie de la population fut indignée par la déclaration de la chancelière *Merkel* concernant l'«irréversibilité» du projet et par les déclara-

tions sardoniques de certains politiciens fédéraux et régionaux qui suivirent. Combien de fois déjà avons-nous fait l'expérience en Allemagne que des décisions importantes sont imposées sans demander l'avis du peuple? Veut-on délibérément provoquer une escalade? J'ai pensé, certes, on peut être d'un avis différent, mais est-il nécessaire de traiter les citoyens de façon aussi méprisante?

Quoi qu'il en soit, le nombre de manifestants qui augmenta à une vitesse énorme de même que les provocations ont éveillé ma méfiance.

Puis il y eut, le 30 septembre, cette manifestation des écoliers. Pourquoi des écoliers? Lorsque j'ai appris qu'elle était prévue à 10 heures du matin, ma méfiance a encore augmenté. Je me suis demandé de quel genre étaient vraiment les événements où nous, les citoyens, étions engagés. Car ceux qui appellent les écoliers à faire une manifestation le matin, veulent élargir le conflit pour que toute la société en soit touchée.

J'ai découvert que la *Sozialistische Alternative* (SAV), une organisation trotskiste, était à l'origine de cet appel à manifester. Comme on a pu le lire dans les journaux, les écoliers furent appelés par SMS à se rendre dans le parc du château de Stuttgart, à l'écart de l'itinéraire initialement prévu. Dans le parc, des pelleteuses et d'autres engins étaient prêts à abattre 25 arbres. Les «protecteurs du parc» ont contesté toute participation à cette «déviation», mais c'est peu crédible. Ils ont en effet développé un système d'information par SMS bien organisé pour mobiliser les personnes prêtes à intervenir lors d'«alarme rouge» et qui se font alors enchaîner aux pelleteuses et aux arbres. Il y a actuellement 30 000 de tels «protecteurs du parc». A mon avis, c'est par ce canal que les écoliers ont été instrumentalisés. C'est d'autant plus regrettable qu'il y eut ce jour-là de nombreuses personnes blessées. Une femme témoin des événements m'a raconté que la police avait

pris des mesures selon elle inutilement sévères. Les jours suivants, ces incidents furent exploités par la classe politique et il y eut des déclarations irresponsables, comme celles de *Cem Özdemir*. J'ai de plus en plus clairement réalisé qu'il s'agissait avant tout d'un combat politique et que la question de savoir si le projet de cette nouvelle gare faisait sens ou non n'était pour une partie des manifestants plus qu'un alibi.

Un fait m'a particulièrement déçue, c'était une action des «protecteurs du parc»: ils avaient attaché une masse de petits animaux en peluche à un platane dans le parc du château. Il m'a semblé aussi très étrange les «protecteurs du parc» intervinrent avec véhémence pour le sauvetage du *pique-prune* vivant dans le parc du château en portant plainte contre les chemins de fer. Etant biologiste, je suis très familier des plantes et des scarabées, et je sais qu'ils existent et quelle est leur apparence. Les «protecteurs du parc» deviennent-ils des «ésotériques», c'est ce que nous, les adultes du deuxième et du troisième âge, nous sommes demandé. En tout cas, une conception assez curieuse de la nature et de la protection de la nature y fait son apparition, et les «protecteurs du parc» ne veulent pas de dialogue. *Matthias von Herrmann*, leur porte-parole, a quitté l'alliance d'action et a retiré sa participation aux entretiens avec *Heiner Geissler*. Ils ne se sentent donc pas liés à une obligation de maintenir la paix, comme *Geissler* l'avait exigé.

J'ai dû malheureusement tirer la conclusion de tout cela qu'un mouvement à la base duquel il y avait eu de bonnes intentions des citoyens a été complètement instrumentalisé par tous les côtés. Cela n'a plus rien à voir avec la démocratie. On ne peut que souhaiter à *Heiner Geissler* qu'il réussisse à entamer un vrai dialogue dans lequel on discutera le pour et le contre du projet et rien que ça.

R.E., nom connu de la rédaction

hd. Il va de soi que de nos jours les jeunes doivent être intégrés au dialogue, ils doivent pouvoir y participer activement et leurs propositions constructives sont les bienvenues. Déjà les petits de trois ans veulent pouvoir décider de ce que leur mère leur prépare pour midi et si elle ne le comprend pas, alors ils ne mangent pas, ils chahutent ou elle chope un coup de pied dans les tibias.

Mais quand des jeunes de 12 à 14 ans sont transportés par autobus aux manifestations, où «leur» enseignant prend la parole, il y a des questions à se poser. Des questions que se posent aussi les habitants de Stuttgart. Ainsi on apprend par exemple que tout le corps d'enseignants d'une école s'est prononcé contre l'abus de leurs élèves qu'on voulait faire participer à la manifestation agencée à 10 heures du matin le 30 septembre. Un des collègues s'est moqué de cette décision et a disparu avec «ses» classes... Entre temps il y aurait déjà des jeunes Belges de 12 à 14 ans qui s'intéressent aux arbres du parc du château de Stuttgart.

Comme contemporain on en a lentement assez d'être à tout moment dérangé dans ses tâches de la vie réelle par de grandes manifestations sauvages avec le vacarme qui les accompagne. La question reste posée: De quoi s'agit-il réellement? De la protection des monuments? Depuis quand cela intéresse nos jeunes de 12 ans? D'une couche de terre où il y a des problèmes avec l'eau? Cela, on ne l'apprend que maintenant suite aux négociations dirigées par *Heiner Geissler*. (Heureusement qu'*Ulrich Schmid* en parle de manière solide et concrète dans la «*Neue Zürcher Zeitung*» – un exemple, comment l'information peut renforcer le sens civique et l'expertise!)

Et maintenant les nounours attachés aux troncs d'arbres... uniquement un enfantillage? Peut-être – peut-être pas.

En France aussi, la jeunesse est dans les rues, et il y a déjà eu des blessés graves. A-t-on planifié une escalade par étapes comme en 1968? En France aussi, certaines questions se posent: «Jusqu'à présent personne n'a pu expliquer de manière convaincante pourquoi l'on pousse des mineurs à manifester dans la rue pour combattre la réforme des rentes.» («*Neue Zürcher Zeitung*» du 16 octobre, p. 3) Il y a quelque chose qui se passe, mais rien n'est clair.

Peut-être qu'on devrait demander dans les ciels des dieux si *Mao* n'est toujours pas parvenu à se mettre d'accord avec *Trotsky*, *Marx* et *Gramsci* à l'heure du thé dans la *VIP-Lounge*. Mais d'où viennent alors les nounours? Est-ce que les messieurs dans les ciels des empereurs se sont-ils permis une blague? Les leaders de l'écologie des profondeurs n'y sont pas encore représentés, car ils ont encore leurs tâches à accomplir ici-bas. Cela donnerait un sens aux nounours: si l'archétype *Gaia* gagnait le pouvoir et détrônait *Wotan* chez les Germains – en allant d'une certaine manière de l'être à l'étant.

Ne devrait-on pas lire le livre de *Jean-Pierre Rufin* intitulé «Le parfum d'Adam», d'abord lire soigneusement la postface, puis rendre visite dans le livre au professeur *Fritsche* et prêter une l'oreille attentive au vieux *Monsieur* qui habite au bord du lac *Léman*? Ou serait-ce plus facile d'interroger *Daniel Cohn-Bendit* pour savoir qui faisait partie des étudiants de *Fritsche-Arne-Naess* qui ont été formés en Autriche entre 1963 et 1965 et qui se sont plus tard répartis sur différents continents? Pendant son séjour aux Etats-Unis, il a certainement appris un tas de choses à ce sujet. Nous lui serions très reconnaissants car entre temps nous pourrions faire notre travail quotidien sérieusement et veiller à ce que le petit de trois ans apprenne à se comporter de manière civilisée. Et qu'il ne laisse pas traîner dehors son nounours dans l'humidité et le froid des nuits d'octobre...



Quel est l'enjeu: la faune et la flore ou une ligne de chemin de fer? (photo caro)

Bruxelles décide par-dessus les têtes des personnes concernées et les pays ne font que suivre

«**Bioland**» soutient les plaintes des éleveurs d'ovins et de caprins contre une loi insensée de l'UE

thk. L'acceptation de différentes motions au Conseil national suisse qui permettent un contrôle efficace de la population des loups dans le pays est une preuve claire pour l'efficacité du système démocratique suisse. Deux aspects sont d'une extrême importance: D'un côté, le parlement de milice, c'est-à-dire les représentants élus par le peuple ne représentent pas une caste politique séparée, mais tous les conseillers nationaux et conseillers aux Etats exercent une profession à côté de leur mandat politique. Cela garantit que les parlementaires ne perdent pas le contact avec la population et connaissent ses besoins. En outre, en ce qui concerne la problématique du loup, il est extrêmement important que plusieurs conseillers nationaux soient eux-mêmes agriculteurs et connaissent donc de leur propre expérience les dommages dévastateurs que peut provoquer une population de loup incontrôlée.

Grande perte de souveraineté et de démocratie dans l'UE

De l'autre côté, il est très important pour la Suisse de rester hors de l'UE et de ne pas se laisser restreindre sa marge de manœuvre politique par des traités internationaux insensés. Il faut qu'elle reste aussi à l'avenir un pays libre qui règle ses problèmes à l'aide de sa démocratie directe selon la volonté du peuple.

Un regard par-dessus la frontière en direction nord montre ce que cela signifie de ne plus pouvoir prendre librement des décisions



«Un regard par-dessus la frontière en direction nord montre ce que cela signifie de ne plus pouvoir prendre librement des décisions sensées.» (photo ProSpecieRara)

sensées mais d'être soumis à une bureaucratie européenne, qui n'a aucun lien avec le pays concerné. Les citoyens, porteurs de la démocratie, sont réduits au rôle de figurants. La politique ne sert plus le peuple mais uniquement une petite élite au pouvoir. D'après les expériences récentes, on peut douter que les éleveurs d'ovins et de caprins allemands puissent compter sur le même soutien politique qu'en Suisse en ce qui concerne leurs rapports avec les grands carnassiers – bien qu'ils soient confrontés à des problèmes similaires. (cf. encadré de gauche).

Contrainte bruxelloise

Un exemple actuel d'une telle procédure antidémocratique est le marquage électronique, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010 dans l'espace de l'UE. Les ovins et caprins doivent être marqués avec une puce électronique en plus du marquage à l'oreille qui est dix fois meilleur marché et tout à fait suffisant pour la registration. (cf. *Horizons et débats* n° 9 du 8/3/10).

Selon l'argumentation de Bruxelles, ce marquage électronique faciliterait le com-

merce international d'animaux de rente. Etant donné que les moutons et les chèvres ne sont pas des espèces à risque – ils sont élevés dans le respect de la nature et de leur espèce – et jouent un rôle beaucoup moins important que les bœufs et les cochons dans le commerce international, cette mesure est, selon des spécialistes, tout à fait exagérée et objectivement injustifiable. Pour les éleveurs allemands il a été pratiquement impossible de trouver une représentation politique forte qui les aurait défendus sur le parquet politique national ou international. Bien que le Bundesrat, la représentation des Länder au Parlement, ait pris position contre ce marquage individuel des animaux et qu'un arrêté fédéral 819/09 explique que «l'introduction obligatoire du marquage électronique est excessive, cause des charges bureaucratiques supplémentaires et n'apporte aucun avantage en cas d'épizooties», cela reste sans effet politique puisque Bruxelles en a décidé autrement et que cette loi européenne doit être reprise dans la législation nationale.

La seule possibilité est de porter plainte

Pour les éleveurs d'ovins et de caprins concernés, il ne reste plus que la voie juridique. Plusieurs plaintes ont été déposées. Comme on pouvait lire dans le magazine *Schafzucht* du 9 octobre, plusieurs éleveurs, soutenus par leurs associations au niveau des Länder et par

«Bioland» – un des plaignants entretient un élevage biologique – ont déposé une plainte contre le marquage électronique des animaux et doivent ainsi s'engager dans cette voie coûteuse et longue au succès incertain. «Bioland» se défend dans une prise de position qui a été publiée dans le magazine *Schafzucht* contre la procédure insensée de l'UE et contre «la quantité de travail intolérable, avant tout pour les éleveurs qui prennent soin du paysage. Les exigences de l'UE sont loin de la pratique et représentent une charge bureaucratique pour les éleveurs d'ovins et de caprins.»

Il n'est pas certain que les plaintes soient couronnées de succès. En réalité, les éleveurs n'ont pas d'autres possibilités pour se faire entendre que d'essayer avec des moyens juridiques de faire annuler la décision de l'UE. Lorsqu'une construction a pris des dimensions politiques qui ne tiennent en aucune façon compte du citoyen, il faut sérieusement se demander à qui cela profite. Quand les Parlements des Etats-membres, élus par le peuple, ne font plus rien d'autre que d'assumer les directives bruxelloises, cela montre à quel point la suppression de la démocratie est déjà avancée. Comparé à la Suisse, ce sont deux mondes totalement différents. •

Aspects de la situation en France

hd. En France la population de loups est estimée à 180 animaux, en Espagne à 5000. Le département des Alpes-Maritimes héberge le quart de la population française de loups, responsables annuellement de 200 à 400 attaques occasionnant entre 700 à 1600 morts d'ovins chaque année.

Le 27 août, à l'occasion de la visite d'une exploitation ovine des Alpes-de-Haute-Provence, le président de la République a demandé au préfet du département de prendre «sous huit jours» un arrêté autorisant de tuer le loup dans les zones du département «où l'attaque du loup relève d'une intensité exceptionnelle» (*Libération* du 28 août). Le 3 septembre, le préfet de Haute-Provence prenait un arrêté autorisant le tir de prélèvement d'un loup sur 6 communes du massif du Parpaillon/Ubaye.

Dans les départements alpins (Hautes-Alpes et Alpes-de-Haute-Provence) les discussions actuelles tournent autour du financement d'une «formation accélérée au permis de chasser» pour les bergers et les éleveurs.

Source: *Droit animal, éthique & sciences* n° 67, octobre 2010

Brandebourg – 15 agneaux tués

Dans la nuit du 11 août, un loup a sévi dans un troupeau de moutons près de Hackenhausen/Potsdam. C'est une information publiée par le *Landesamt für Umwelt, Gesundheit und Verbraucherschutz*. La bête a tué 15 agneaux dans un troupeau de 110 moutons et blessé grièvement 20 autres animaux. L'enquête du laboratoire du Land de Berlin-Brandebourg à Francfort s/Oder a relevé que ce n'étaient pas des chiens errants mais un loup qui en était responsable. Selon les journaux locaux, c'est le premier cas semblable dans la région.

Source: *Schafzucht* 17/10 du 11/9/10

Courrier  des lecteurs

L'extrême protection des animaux détruit notre paysage rural traditionnel et nos bases existentielles

Nos paysages traditionnels, admirés par les touristes de tous les pays, sont nés grâce à leur exploitation extensive et aux soins que leur a apportés l'agriculture paysanne. Une alliance contre nature entre des écologistes extrémistes et *Avenir Suisse*, porte-parole des grands groupes industriels helvétiques, veut laisser redevenir sauvages de grandes parties de la Suisse pour en faire des «réserves naturelles». Evidemment, cette alliance sait que la population de ces régions ne se laissera pas expulser par la contrainte et le reste de la population ne voudra pas renoncer de plein gré à ces régions de repos et de vacances.

Il est frappant de voir qu'actuellement, dans les médias, des voix s'élèvent sans cesse pour demander la réduction ou la suppression des subventions à l'agriculture paysanne – surtout dans les régions de montagne – bien qu'il devrait être clair pour tout le monde que l'on détruit les fondements existentiels des paysans ainsi que l'alimentation de base de la population. En même temps, on veut introduire systématiquement dans ces régions «non rentables» des prédateurs comme le loup et l'ours. Il s'ensuit que l'estivage de moutons, de chèvres et de génisses est rendu de moins en moins possible à cause du coût des mesures de protection et par le fait que le paysage n'est plus entretenu. A cela s'ajoute que la peur des prédateurs au comportement imprévisible rend ces

régions de moins en moins attractives pour les touristes.

C'est exactement ce que veulent *Pro Natura*, *Protection suisse des animaux* (PSA), *WWF Suisse* et le *Verein Wildtierschutz Schweiz* (WSS) qui demandent la suppression des subventions aux éleveurs qui laissent paître sans surveillance leurs troupeaux dans les montagnes. Mais quand les éleveurs de moutons doivent abandonner leurs troupeaux, pour la plupart petits, un manque sensible apparaît dans la protection de la nature et du paysage. Le seul argument en faveur de la réintroduction des prédateurs est qu'ils étaient autrefois acclimatés chez nous. Mais on ne dit pas qu'ils sont devenus un problème dès le milieu du XIX^e siècle à cause de la forte densité de la population et qu'on les a éliminés pour cette raison. Depuis lors, la population est passée de 2,4 à quelque 8 millions d'habitants.

D'après les visions extrémistes de l'alliance globale des protecteurs des animaux, le moindre élément de la vie doit être monétisé et la population suisse, entassée dans les régions métropolitaines du Plateau ne devrait plus travailler que dans le secteur tertiaire «rentable», alors que l'espace alpin, qui représente 60% du territoire suisse, retournerait à l'état sauvage et serait victime d'inévitables catastrophes naturelles.

Peter Aebersold, Zurich

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

La transhumance des moutons – une idylle qui se meurt

Exemple pratique d'aide indirecte aux paysans de montagne

par Heini Hofmann

Plus qu'environ 25 troupeaux de moutons en transhumance – il y a 25 ans c'était encore le double – traversent chaque hiver la Suisse: du point de vue écologique et économique, cela représente en quelque sorte une aide indirecte aux paysans de montagne. En outre, il s'agit d'une dernière étincelle de romantisme dans un paysage très (ou trop?) construit. Mais pour combien de temps encore?

Les troupeaux en transhumance qu'on rencontre ça et là pendant les mois d'hiver ressemblent à une image paisible des temps bibliques. Mais en réalité, ce n'est pas que du romantisme. Les bergers qui ont les pieds froids, les doigts engourdis et les glaçons dans la barbe, qui passent la nuit dehors dans la forêt par le froid le plus glacial, ensemble avec les animaux, c'est plus que des reliques des temps passés. Avec leurs troupeaux ils représentent la preuve d'une utilisation sensée du sol et sont témoins d'une vraie collaboration entre les paysans de montagne et les agriculteurs de la plaine.

Raisons d'économie publique

Près d'un tiers du cheptel suisse de moutons (430 000 bêtes) vit toute l'année dans les collines des Préalpes et dans les montagnes, et près de la moitié de tous ces porteurs de toisons vont à l'alpage, c'est-à-dire les moutons passent l'été dans les montagnes où ils profitent des pâturages au-dessus de la limite des arbres, dans la zone de transition vers la haute montagne pauvre en végétation.

Les brebis mettent bas – après 21 semaines de gestation – au printemps ou en automne. Pendant que les agneaux nés au printemps peuvent paître sans problèmes durant l'été dans les pâturages de montagnes, il y a – lors d'un brusque début d'hiver en montagne – des difficultés insurmontables d'approvisionnement et des problèmes de bergerie pour les jeunes agneaux d'automne.

Pour cette raison, les agneaux de pâturage, c'est-à-dire les agneaux pas encore assez grands pour la boucherie, sont vendus en automne par les paysans de montagne, de grands troupeaux sont formés et envoyés en transhumance à travers le plateau suisse. Ce sont actuellement 25 troupeaux avec près de 20 000 bêtes. Cette forme d'engraissement de moutons coûte moins cher que la détention en bergerie, les animaux prennent même plus de poids et ils ont moins de maladies.



Une image symbolique qui nous rappelle les images bibliques. Le bon berger avec son troupeau dans un paysage enneigé. (photo ABT)

Les moutons aiment l'herbe gelée

A partir du moment que la givre et le gel rendent les pâturages en pleine inutilisables pour le gros bétail, ces pâturages sont en friche jusqu'au réveil de la végétation au printemps. Les moutons par contre ne craignent pas le froid, et ils aiment l'herbe gelée, la préfèrent à l'herbe mouillée et sont même capables de sortir le fourrage de dessous la neige.

Des pâturages adéquats aux troupeaux en transhumance se trouvent dans les régions à basse altitude du Plateau suisse dans les zones clémentes le long des lacs et des rivières. Les troupeaux sont soumis aux prescriptions de la police d'épizooties et sont contrôlés par des vétérinaires. Pour un troupeau d'environ 400 bêtes un berger avec un à deux chiens est prescrit, s'il s'agit d'un troupeau jusqu'à 600 moutons, il faut en plus un auxiliaire. Souvent, un âne fait partie du troupeau pour transporter les affaires des bergers. Jadis, les bergers étaient pour la plupart des Bergamasques, aujourd'hui se sont aussi des jeunes Suisses qui ont tourné le dos à d'autres professions.

Les autorisations de transhumance, accordées par les offices vétérinaires des cantons sont limitées de la mi-novembre à la mi-mars et un journal de route doit être tenu à jour. Au printemps, le dernier voyage amène les bêtes, le plus souvent en camion, à l'abattoir. Il n'est pas nécessaire de dire que les côtes et

les gigots d'agneau de ces moutons de plein air avec une bonne irrigation sanguine après tout ce chemin parcouru sont plus que satisfaisants pour les exigences des consommateurs. Ce qui par contre pose problème, c'est que les éleveurs reçoivent environ un quart de moins pour un agneau abattu qu'il y a 15 ans.

Activité sensée

du point de vue écologique et économique

Avec ces troupeaux de moutons itinérants on produit tout de même environ 7% de la production indigène de viande d'agneau, et cela pratiquement pour rien, car l'herbe pourrirait avec tous les désavantages qui en découlent, notamment l'agrandissement du fléau des souris.

La transhumance aide donc d'un côté les paysans de montagne et de l'autre côté les paysans de la plaine et en plus c'est sensé aussi bien du point de vue écologique qu'économique: Coûts de production bas pour tout l'élevage indigène de moutons et ainsi des prix abordables pour la viande d'agneau et donc plus de consommation de viande d'agneau.

Et cela encourage de son côté l'élevage des moutons en général et permet d'utiliser les petits coins d'herbe qui s'abîmeraient et en été des alpages qui seraient autrement en jachère peuvent également être utilisés ce qui

empêche l'embroussaillage et épargne les barrages contre les avalanches.

Pas de cruauté envers les animaux

La transhumance est parfois perçue comme cruauté envers les animaux, on transmet alors la notion humaine de son propre amollissement sur des animaux qui de par la nature sont faits pour la vie au froid.

Malheureusement la transhumance devient de plus en plus difficile sur le Plateau suisse à cause des agglomérations et des routes. Et il y a de plus en plus d'opposition contre les troupeaux itinérants, avant tout de la part de l'agriculture intensive, ainsi certaines communes ont déjà interdit la transhumance.

Manque de vue d'ensemble

L'acceptation des troupeaux en transhumance dans la plaine représenterait cependant un acte de solidarité, mis à part l'aspect écologique et économique positif. En outre, leur survie représente le sauvetage d'un dernier reste d'une culture campagnarde romantique. Le développement actuel ne permet malheureusement pas de grand espoir de pouvoir maintenir à long terme les troupeaux en transhumance car leur nombre est en train de baisser visiblement.

Ce qui étonne quelque peu, c'est le fait que dans toute la Suisse il n'y ait pas d'institution ou d'administration disposant d'une vue d'ensemble sur le nombre total des troupeaux itinérants, même pas l'Association suisse d'éleveurs d'ovins ou l'Office vétérinaire fédéral.

Les chiffres recueillis sont toujours datés du 1^{er} mai de chaque année. Peut-être faudrait-il faire une deuxième enquête au début de la période de pâturage hivernal, c'est-à-dire vers la mi-novembre.

Ne serait-ce pas une condition essentielle pour promouvoir des mesures concrètes de soutien et d'encouragement?

(Traduction Horizons et débats)

La solidarité est nécessaire – aussi pour la consommation

hh. Si l'on désire que la transhumance ne survive pas uniquement dans la bible, les conditions cadres financières de cette profession doivent – selon l'Association suisse des éleveurs d'ovins – être améliorées ou au moins maintenues au même niveau.

Car aucune branche économique n'a des chances de survie à long terme si la rentabilité n'est pas garantie. Seules les coûts pour le travail, le transport, les taxes, et les bêtes mortes se montent aujourd'hui à environ 60 à 80 francs suisses par agneau de transhumance vendu pour l'abattoir. En revanche, le prix pour les producteurs a été réduit ces derniers 15 ans d'un tiers de 15 à 10 francs suisses par kg de poids abattu (avant tout parce que l'importation a été libéralisée). En ce qui concerne les paiements directs de la Confédération les bergers itinérants ont également un désavantage; leur surface d'exploitation par rapport au nombre de moutons est souvent petite, ce qui est désavantageux.

Comme nous avons tous besoin d'une répartition du travail qui fonctionne entre la montagne et la plaine, nous devons tous nous engager en faveur de cette profession en difficulté. Selon German Schmutz, président de l'Association suisse des éleveurs d'ovins, c'est-à-dire le «patron des bergers», «c'est ce que pourraient faire aussi les consommateurs et les grands distributeurs. Mais la viande d'agneau indigène se trouve rarement dans les rayons des supermarchés parce que les conditions pour la viande importée sont meilleures. La conséquence: Malheureusement la consommation de viande d'agneau, très digeste, diminue.»



A peu près la moitié du cheptel d'ovins vit dans les cantons de montagne, dont deux tiers passent l'été à l'alpage. Les alpages pour moutons se trouvent en été au-dessus de la limite supérieure des forêts. (photo ABT)

Soft power: la guerre culturelle des Etats-Unis contre la Russie (1991–2010)

La nouvelle stratégie et ses organismes

par Peter Bachmaier*

Au cours des deux dernières décennies, les Américains ont modifié leur stratégie: La guerre n'est plus définie purement sous l'angle militaire, elle a recours également à des méthodes informationnelles et psychologiques qu'on appelle «guerre psychologique» ou «guerre culturelle». Ces méthodes ont une longue histoire. Le stratège militaire américain Liddell Hart avait développé avant la Seconde Guerre mondiale la stratégie de l'approche indirecte.¹ Pendant cette guerre, les forces américaines et britanniques appliquèrent la guerre psychologique contre l'Allemagne, laquelle fut ensuite utilisée pour rééduquer le peuple allemand. A l'issue du conflit, la CIA et le ministère de la Défense fondèrent, sur le modèle du Tavistock Institute of Human Relations, spécialisé dans la guerre psychologique en Angleterre, des think tanks (laboratoires d'idées) comme la Rand Corporation, l'Hudson Institute d'Herman Kahn, qui étaient dirigés avant tout contre l'Union soviétique.

Les méthodes de ces organismes ont été développées par des instituts de sciences sociales. Les sciences sociales empiriques américaines, c'est-à-dire notamment la sociologie, la psychologie, l'anthropologie, les sciences politiques et les sciences de la communication, sont nées sous leur forme actuelle à l'initiative et grâce au financement d'agences militaires et de renseignements dans les années 1940 et 1950.² Une autre source sont les grandes fondations comme la Carnegie Corporation, la Ford Foundation et la Rockefeller Foundation. Les missions de recherches ont été confiées à des centres scientifiques réputés comme la New School for Social Research de New York, le Bureau of Applied Social Research de Princeton (dirigé par Paul Lazarsfeld), l'Institut für Sozialforschung (dirigé par Max Horkheimer et Theodor W. Adorno), qui était retourné à Francfort en 1949, le Center for International Studies (CENIS) du Massachusetts Institute of Technology, de même que l'Esalen Institute californien, centre de contre-culture qui participa à l'organisation du festival de Woodstock en 1968. Ce sont surtout les principaux instituts de sciences de la communication qui ont participé aux programmes de la guerre psychologique.

Ces instituts publiaient des revues comme le Public Opinion Quarterly (POQ), l'American Sociological Review, l'American Political Science Review et d'autres encore. Les gens qui y travaillaient étaient surtout des immigrants venus d'Allemagne et d'Autriche qui, plus tard, se sont fait un nom dans leur science: Paul Lazarsfeld, Oskar Morgenstern, Leo Loewenthal, Herbert Marcuse, Walter Lippmann, Harold Lasswell, Gabriel Almond, Daniel Lerner, Daniel Bell, Robert Merton, etc. C'étaient les mêmes centres et les mêmes spécialistes qui étaient responsables de la rééducation du peuple allemand. Certains de ces projets concernaient également la préparation de la révolution culturelle des années 1960 avec ses effets secondaires: musique rock, culture de la drogue et révolution sexuelle.

Les «études soviétiques» dépendaient tout particulièrement du gouvernement. Le Russian Research Project de Harvard, dirigé par Raymond Bauer et Alex Inkeles, était une entreprise commune de la CIA, des Forces de l'air et de la Carnegie Corporation. L'Institut publia en 1956 une étude intitulée «How the Soviet System Works» qui devint un classique des Soviet Studies.³ La guerre psychologique comprenait également des émissions de radio de la CIA à l'intention de l'Europe



Moscou, place Rouge et cathédrale Saint-Basile. L'opposition la plus forte à l'occidentalisation vient de l'Eglise orthodoxe. (photo caro)

de l'Est – selon Jean Kirkpatrick «un des instruments les meilleurs marché, les plus sûrs et les plus efficaces de la politique étrangère des Etats-Unis» – c'est-à-dire la Voice of America, RIAS Berlin, Radio Free Europe et Radio Liberty, qui aujourd'hui encore émettent en russe et dans les autres langues de la CEI.⁴ Ces stations étaient placées sous l'autorité du Congress for Cultural Liberty qui fut fondé en 1950 à Paris par la CIA et qui employait 400 collaborateurs.⁵

La victoire sur l'Union soviétique a été réalisée avant tout à l'aide de ces méthodes non militaires. La stratégie dont l'objectif n'était pas la coexistence avec l'Union soviétique mais un «démantèlement» du système soviétique fut élaborée en 1982 par le gouvernement Reagan.⁶ Le projet comprenait 7 initiatives stratégiques dont le point 4 était: guerre psychologique visant à produire dans la nomenclatura et la population la peur, le sentiment d'insécurité et la perte de repères.⁷ Cette guerre n'était pas dirigée seulement contre le communisme mais contre la Russie, comme le prouvent les affirmations de Zbigniew Brzezinski: «Nous avons détruit l'URSS et nous détruirons la Russie.» «La Russie est un Etat superflu.» «L'orthodoxie est le principal ennemi de l'Amérique. La Russie est un Etat vaincu. On le divisera et le mettra sous tutelle.»⁸

En 1990, Joseph Nye, collaborateur du Council on Foreign Relations qui défend les mêmes idées que Brzezinski, a forgé pour ces méthodes la notion de «soft power» (pouvoir doux, pacifique) ou «smart power» (pouvoir intelligent) qui a la même origine que

l'«ingénierie sociale».⁹ Il a publié en 2005 son livre intitulé «Soft Power: The Means to Success to World Politics» dans lequel il suggère que l'Amérique devienne attractive par sa culture et ses idéaux politiques. Le Center for Strategic and International Studies de Washington, think tank néoconservateur au conseil de surveillance duquel siègent Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski, a fondé en 2006 une Commission on Smart Power présidée par Joseph Nye et Richard Armitage, qui a déposé en 2009 un mémorandum intitulé «A Smarter, more Secure America» dont l'objectif est de renforcer l'influence des Etats-Unis dans le monde à l'aide de méthodes «douces».

Premier succès de la nouvelle stratégie: la perestroïka

Cette stratégie a été appliquée pour la première fois lors de la perestroïka, lorsque Mikhaïl Gorbatchev est arrivé au pouvoir. Elle a eu des aspects positifs: elle a rétabli la liberté d'opinion et de circulation mais elle a été l'effet d'une influence considérable de l'Occident.¹¹ Au sein du Comité central du Parti communiste d'Union soviétique et de la nomenclatura, un groupe se forma qui adopta les positions occidentales et voulut introduire le système néolibéral occidental.

Le vrai architecte de la perestroïka fut Alexandre Iakovlev, secrétaire depuis 1985 du Comité central responsable de l'idéologie qui avait fait ses études à Washington dans les années 1950 et était depuis lors un partisan convaincu du néolibéralisme, d'après ce qu'il m'a dit lors d'un entretien à Vienne le 9 novembre 2004. Son réseau comprenait des

gens comme Egor Gaïdar, Grigori Iavlinski, Boris Nemtsov, Victor Tchernomyrdin, German Gref et Anatoli Tchoubaïa.

Jakovlev créa avec eux une cinquième colonne de l'Occident qui, aujourd'hui encore, tire les ficelles en coulisses. Boris Eltsine fut aussi une créature des Américains. En septembre 1989, lors d'une visite à Washington à l'invitation de l'Esalen Institute, qui entretenait depuis 1979 un programme d'échanges américano-soviétiques, il fut quasiment recruté par le Congrès et put prendre le pouvoir avec l'aide des Américains en 1991.

Grâce à l'intervention de George Soros, Gorbatchev devint membre de la Commission trilatérale qui organisa à Moscou, en janvier 1989, une conférence à laquelle participèrent notamment Henry Kissinger et Valéry Giscard d'Estaing.

Organisations occidentales destinées à influencer culturellement la Russie

A l'époque de la perestroïka, les loges maçonniques et leurs organisations satellites furent à nouveau autorisées.¹³ A la demande de Kissinger, Gorbatchev autorisa en mai 1989 la fondation de la B'nai Brith Loge à Moscou. Depuis, 500 Loges ont été créées en Russie par les Grandes Loges de Grande-Bretagne, de France, d'Amérique, notamment. En même temps, à l'intention des politiques, des chefs d'entreprise et des membres des professions libérales qui ignoraient les rituels mais partageaient les principes de Loges, on créa des organisations, clubs, comités et fondations plus ouverts. Il y a actuellement plusieurs milliers de membres de Loges en Russie qui participent aux rituels mais dix fois plus de personnes qui appartiennent à la «maçonnerie blanche» et n'observent pas les rituels mais acceptent les principes et sont guidés par les Frères des Loges. Ces organisations sont le Club Magisterium, le Rotary Club, le Lions Club et la Fondation Soros. Leurs membres se considèrent comme une élite qui a des droits particuliers pour gouverner.¹⁴

Pour contrôler les écrivains, on a fondé le Centre P.E.N. russe, autre organisation satellite. En ont fait partie des écrivains et des poètes connus comme Bella Achkmadulina, Anatoli Pristavkin, Ievgueni Levouchenko, Vassili Aksionov et Victor Erofeev.

L'Institut pour la société ouverte de George Soros, fondé à Moscou en 1988 déjà, fut dans les années 1990 le principal instrument de déstabilisation et de destruction entre les mains des puissances instigatrices. Soros a orienté ses activités vers le changement d'idéologie des hommes dans l'esprit du néolibéralisme, l'imposition de l'american way of life et la formation de jeunes Russes aux Etats-Unis. La Fondation Soros a financé les plus importantes revues russes et attribué des prix spéciaux afin de soutenir la littérature.¹⁵

Dans le cadre de son programme, la Fondation a publié des manuels dans lesquels l'histoire russe est présentée sous l'angle néolibéral et cosmopolite. En septembre 1993, alors que le Parlement subissait des tirs, j'ai eu l'occasion de participer à une remise de prix au ministère russe de l'Education. George Soros a attribué des prix aux auteurs de manuels russes d'histoire et de littérature et le ministre russe de l'Education Evgueni Tatchenko a déclaré que l'objectif des nouveaux manuels était de «détruire la mentalité russe».

Les programmes de Soros dans le domaine culturel étaient si variés que pratiquement tout le secteur privé dépendait du financement par la «Société ouverte». L'Institut für die Wissenschaften vom Menschen (IWM), fondé à Vienne en 1983 et également soutenu par Soros a promu la réforme du système scolaire et universitaire en Russie et dans les pays postsocialistes. Au cours des seules années 1997 à 2000, la Fondation a attribué

«Ateliers du futur» en Russie

En juillet 2010 a eu lieu, à Ekaterinbourg, le 21^e atelier du futur organisé dans le cadre du Dialogue de Pétersbourg entre l'Allemagne et la Russie et qui a réuni 40 participants. Ces séminaires, auxquels sont invités des jeunes managers russes, ont été fondés en 2004 par la Société allemande pour la politique étrangère qui a organisé, dans les locaux de l'éditeur Bruner & Jahr, qui fait partie du groupe Bertelsmann, le premier «atelier du futur» sur le thème «L'Allemagne et la Russie dans le monde globalisé». L'objectif des séminaires, qui sont soutenus aujourd'hui par la Fondation Körber, est d'analyser le passé communiste et de répandre l'idée d'une société civile démocratique. Les intervenants allemands expliquent aux jeunes Russes qu'un partenariat stratégique avec la Russie n'est possible que sur la base des valeurs occidentales. Ils leur conseillent de rejeter

l'héritage impérial russe et de se soumettre aux règles du jeu de la globalisation.

Les Allemands disent aux Russes que depuis les années 1960, ils se sont confrontés à la guerre et au national-socialisme et qu'ils ont assumé leur passé. Ils reprochent aux Russes de rester attachés à l'identité soviétique dans le souvenir de la victoire de la Seconde Guerre mondiale et de ne pas être prêts à surmonter entièrement le totalitarisme, ce qui les empêche de continuer à démocratiser la société. Les participants russes répondent que 1991 a représenté une rupture dans leur conscience historique qui a entraîné la dissolution des valeurs fondamentales de la société. Jusqu'ici, les Russes n'ont pas été disposés à «se détacher complètement du passé» et à accepter les «valeurs universelles».

Source: Newsletter, DGAP, 20/7/10
(Traduction Horizons et débats)

* Né en 1940 à Vienne, Peter Bachmaier a fait ses études à Graz, Belgrade et Moscou. De 1972 à 2005, il a été collaborateur de l'Österreichisches Ost- und Südeuropa-Institut. Depuis 2006, il est secrétaire du Bulgarisches Forschungsinstitut en Autriche. En 2009, il a effectué un séjour de recherches à Moscou. Le présent texte est l'exposé qu'il a présenté au Congrès «Mut zur Ethik» à Feldkirch, le 3 septembre 2010.

«Soft power: la guerre culturelle ...»

suite de la page 6

22 000 bourses pour un total de 125 millions de dollars.¹⁶

Un autre think tank américain est le *National Endowment for Democracy (NED)* fondé en 1982 par Reagan. Cette institution finance les instituts des partis républicain et démocrate et leurs bureaux de Moscou. Elle soutient avant tout les médias privés et les partis et mouvements politiques pro-occidentaux. Le budget du NED est voté par le Congrès américain au titre de soutien du Département d'Etat. Des politiques éminents font partie de son Comité directeur: *John Negroponte*, *Otto Reich*, *Alliot Abrams*. La NED est la continuation des opérations de la CIA par d'autres moyens. En 2005, elle finançait 45 organisations russes dont les suivantes: la société *Memorial* pour la formation historique et la protection des droits de l'homme, le *Groupe d'Helsinki* de Moscou, le *Musée Sakharov*, les *Mères de Tchétchénie pour la paix*, la *Société pour l'amitié russo-tchétchène*, le *Comité tchétchène de salut national*.¹⁷

Le *Centre Carnegie de Moscou* a été fondé en 1993 en tant que section de la *Fondation Carnegie pour la paix internationale* fondée en 1910 par *Andrew Carnegie* en tant que centre indépendant de recherches pour les relations internationales. Les spécialistes du centre de Moscou étudient les questions les plus importantes de la politique intérieure et extérieure de la Russie. Il rassemble des informations sur les problèmes du développement du pays et publie des livres (recueil d'articles, monographies, ouvrages de référence), des périodiques, une revue trimestrielle, «Pro et contra», et la série «Working papers». Il organise régulièrement des conférences. La *Fondation* est financée par des firmes importantes comme *BP*, *General Motors*, *Ford*, *Mott*, de même que par *Soros*, *Rockefeller*, le *Pentagone*, le *Département d'Etat* et le *ministère des Affaires étrangères britannique*.

La directrice en était jusqu'ici *Rose Goettmoeller*, ancienne collaboratrice de la *RAND Corporation* et actuelle ministre américaine adjointe des Affaires étrangères.

Les représentants du monde russe des affaires au conseil de surveillance sont *Piotr Aven*, *Sergueï Karaganov*, *Boris Nemtsov*, *Grigori Javlinski* et *Evgueni Jasine*, président de l'Université économique de Moscou. Les collaborateurs de premier plan sont *Dmitri Trenine*, qui travaille également pour *Radio Free Europe* et *Radio Liberty*, et *Lilia Chevtsova*, tous les deux étant régulièrement invités à l'Ouest pour expliquer que la Russie restreint les libertés démocratiques. Les recherches du *Centre de Moscou* sont beaucoup utilisées par les classes politiques russe et occidentale. Le travail du *Centre* est soutenu par la centrale de Washington grâce à un «Programme Russie et Eurasie».¹⁸

La fondation *Freedom House*, créée en 1941 à l'initiative d'*Eleanor Roosevelt*, est née de la lutte contre l'isolationnisme aux Etats-Unis. Son objectif officiel était de lutter contre le national-socialisme et le com-



Université Lomonossov de Moscou. Un important objectif de l'ingérence occidentale est le système scolaire et universitaire. (photo caro)

munisme. Aujourd'hui, elle est financée par Soros et le gouvernement. Dans les années 1990, *Freedom House* a créé des bureaux dans presque tous les pays de la CEI et le *Comité américain pour la paix en Tchétchénie* (membres: *Brzezinski*, *Alexander Haig*, *James Woolsey*, ancien patron de la CIA). Son projet le plus connu est aujourd'hui «Liberté dans le monde» qui, depuis 1972, analyse chaque année tous les pays du monde et les classe en trois catégories: pays «libres», «partiellement libres» et «non-libres» selon le degré de libertés civiles et de droits politiques.¹⁹

En 1992, la filiale russe de la fondation *Rockefeller Planned Parenthood Federation* a été créée à Moscou et dans 52 autres villes russes. Elle a essayé de faire introduire dans toutes les écoles russes la matière «éducation sexuelle» qui a en réalité pour objectif de dissoudre la famille et de créer un homme nouveau, mais ce fut un échec car les fonctionnaires du ministère de l'Education, les enseignants, les parents et l'Eglise orthodoxe s'y sont opposés, si bien que le projet a été refusé en 1997 lors d'une conférence de l'*Académie russe pour l'école*.²⁰

En Occident, les organisations non-gouvernementales (ONG) sont considérées comme des piliers de la société civile. En Russie, elles n'ont rien à voir avec l'édification d'une démocratie directe: ce sont des agences financées et dirigées par l'Occident.

Influence occidentale sur l'école et les médias

Un important objectif de l'influence occidentale est le système scolaire et universitaire. Tout d'abord, après le tournant de 1991, le centralisme et l'idéologie marxiste ont été liquidés avec l'aide de conseillers occidentaux. La *loi sur l'école* de 1992 et la *Constitution de la Fédération de Russie* de 1993 ont codifié une profonde réorientation de l'école sous le signe du paradigme démocratique et néolibéral occidental. Elle comprenait l'introduction d'éléments d'économie de marché dans le système scolaire et la création d'une société civile.²¹

L'octroi de crédits occidentaux à l'école était lié à l'application de certaines directives. C'est ainsi que le système scolaire a été transformé dans le sens du néolibéralisme. Un secteur d'écoles privées onéreuses a été créé. Les écoles secondaires et les universités se sont orientées vers le profit et ont exigé des frais de scolarité. Grâce aux enquêtes PISA de l'OCDE, le système scolaire a été orienté vers l'économie. De nombreuses écoles des zones rurales qui n'étaient plus «rentables» ont été fermées. Beaucoup d'enfants ne sont plus allés à l'école ou l'ont quittée sans diplôme. En 2000, selon un rapport de l'UNESCO, 1,5 million d'enfants russes n'allaient pas à l'école. On a vu se développer la toxicomanie chez les élèves, phénomène inconnu jusque-là.²²

La plus importante réforme est celle des universités qui ont été évaluées tout de suite après le tournant de 1991 par la *Banque mondiale* et le *Fonds monétaire international* qui ont ensuite élaboré un programme de restructuration sur le modèle anglo-saxon. En 2004

a été adoptée la *Déclaration de Bologne* qui prévoit le passage à un *bachelor* (licence) de quatre ans suivi d'un *master* de deux ans ainsi qu'une présidence avec des conseils d'université où siègent des représentants de l'économie. De nombreux spécialistes de l'éducation y voient une destruction de la tradition de l'université russe car l'enseignement se limite à la transmission d'informations. Aujourd'hui, parmi les quelque 1000 universités et autres établissements supérieurs russes, 40% sont privés. Beaucoup d'entre eux ont été créés par l'Occident et l'on y forme une nouvelle élite.²³

Un autre secteur suivi avec beaucoup d'attention par l'Occident sont les médias qui, après 1991, ont vécu leur plus grande transformation. Ils ont été privatisés par les réformes néolibérales d'après 1991 et repris par des oligarques ou l'étranger. De nombreuses stations de radio, des journaux et des magazines ont passé aux mains de propriétaires étrangers comme la *News Corporation* de *Rupert Murdoch* qui publie, en collaboration avec le *Financial Times*, le quotidien *Vedomosti*, le plus important journal financier de Russie et le *News Outdoor Group*, qui possède la plus grande agence de publicité, présente dans quelque 100 villes russes. *Bertelsmann AG*, qui possède la plus grande chaîne de télévision européenne, RTL, exploite en Russie la chaîne *Ren TV* qui diffuse dans tout le pays.²⁴ La *Fondation Bertelsmann*, créée en 1977 par *Reinhard Mohn*, un des think tanks les plus puissants de l'UE, travaille en collaboration avec la *Fondation Gorbatchev* dont le siège est à Moscou mais qui entretient également des succursales en Allemagne et aux Etats-Unis.

Sous Eltsine, les médias étaient presque tous entre les mains de la nouvelle oligarchie, qui était liée aux centres financiers occidentaux. *Vladimir Gousinski* possédait la plus grande chaîne de télévision, *NTV*, et *Boris Berezovski* contrôlait les journaux. Lorsque *Poutine* commença à stabiliser le pays, sa tâche la plus urgente fut de contrôler les médias, car sinon, le gouvernement aurait été renversé.

L'américanisation concerne, last but not least, la culture quotidienne qui, sous la forme de concerts rock, d'Internet, de chaînes de télévision privées, de cinémas géants, de discothèques, de CD musicaux, de bandes dessinées, de publicité et de mode, est presque la même qu'en Occident.

L'objectif de la stratégie américaine est d'introduire le système de valeurs occidental dans la société russe. Il s'agit de désidéologiser l'Etat. Dans la Constitution de 1993, l'idéologie étatique a été condamnée en tant que manifestation du totalitarisme et interdite à l'article 13.²⁵

L'idéologie soviétique officielle reposait sur une philosophie matérialiste mais comportait des éléments de nationalisme qui constituait le ciment maintenant l'Etat. Cette interdiction a privé l'Etat des valeurs nationalistes. Le vide spirituel est rempli aujourd'hui par la culture populaire occidentale.

L'offensive culturelle américaine a pour but de créer en Russie une société multicul-

turelle, c'est-à-dire cosmopolite, pluraliste et laïque qui dissout la culture nationale russe commune. Le peuple, qui a une histoire et une culture communes, doit être transformé en une population multinationale.

Résistance de l'Etat et de l'intelligentsia russes

Le concept d'Etat imposé depuis 2000 par le président Vladimir Poutine, en particulier le concept d'Etat fort, impliquait une recentralisation partielle, le passage de l'idée d'un Etat multinational à un Etat nationaliste russe et la tendance à réserver une place spéciale à l'Eglise et à la religion orthodoxes.

En avril 2001, le groupe énergétique public *Gazprom* a pris le contrôle de la chaîne *NTV*. Le quotidien *Sevdomnia (Aujourd'hui)* a dû cesser de paraître et le rédacteur en chef du magazine a été mis à pied. La chaîne de télévision de Boris Berezovski *TV-6* a été fermée en janvier 2002 et Berezovski a émigré en Angleterre.

En septembre 2003, le magnat du pétrole *Mikhaïl Khodorkovski* voulait racheter l'hebdomadaire libéral *Moskovskie Novosti* afin de soutenir les partis de l'opposition libérale *Union des forces de droite* et *Iabloko* dans la prochaine campagne électorale. Son engagement politique a été une raison importante de son arrestation en octobre 2003. Cette mesure était nécessaire car sinon l'oligarchie aurait réussi, avec l'aide des médias, à prendre le contrôle du gouvernement lui-même. Les trois plus importantes chaînes de télévision, *ORT*, *Russia* et *NTV* et une partie importante de la presse écrite sont contrôlées aujourd'hui par des grands groupes publics (*Gazprom* et *Vnechtorbank*) ou directement par l'Etat (*RTR*).

L'oligarque *Vladimir Potanin* continue de contrôler les quotidiens *Izvestia* et *Komsomolskaïa Pravda*. Actuellement, *Novaïa Gazeta* (sous le contrôle de l'oligarque *Alexandre Lebedev* et de *Gorbatchev*) et le quotidien *Vedomosti*, créé à l'initiative du *Wall Street Journal* et du *Financial Times*, sont considérés comme des organes de presse indépendants du gouvernement.²⁶ Depuis 1993, selon une statistique, 214 journalistes ont été assassinés dont 201 sous l'ère Eltsine et 13 depuis l'accession au pouvoir de Poutine (10 pendant son premier mandat et 3 pendant le second).²⁷

La *Doctrine nationale pour l'éducation* de 1999 et le *Concept* de 2001 ont réintroduit dans le domaine idéologique les idées patriotiques et nationalistes. Le retour aux valeurs de l'époque tsariste s'est ajouté à la volonté de conserver les avantages du système éducatif de l'Union soviétique. Les écoles privées et les académies soutenues par l'Eglise orthodoxe russe, reconnues par l'Etat depuis 2007, occupent une place particulière. De nouvelles matières ont été introduites dans les programmes des écoles, comme la préparation obligatoire au service militaire, depuis 1999, et les «fondements de la culture orthodoxe», depuis 2007.²⁸

Fait également partie de la guerre psychologique la campagne des médias contre la Russie, menée depuis 10 ans mais surtout depuis l'arrestation de *Khodorkovski* en 2003 sous la devise «La Russie est en passe de revenir au système soviétique». Un exemple en est la «persécution» des artistes progressistes qui consisterait dans le fait de retirer des expositions publiques les œuvres blasphématoires ou pornographiques. Il s'agirait en général de provocations d'ONG financées par l'Occident. Le *Centre Sakharov*, qui s'est fixé pour but d'imposer une société ouverte, a organisé en 2003 une exposition intitulée «Attention religion!» où étaient exposées entre autres des œuvres antichrétiennes blasphématoires. La Douma a demandé au Ministre public d'engager des poursuites contre le *Centre*. Les organisateurs ont été condamnés à une amende en 2005.

En 2005, le gouvernement a introduit un nouveau jour de fête nationale: le 4 novembre, date proche de l'ancienne Fête de la Révolution d'Octobre le 7 novembre. Cette fois, il s'agissait de commémorer la victoire sur les troupes d'invasion polonaises en 1612. En 2006, une nouvelle *Loi sur les organisations non gouvernementales* a été adoptée en vertu de laquelle elles doivent toutes se faire

Suite page 8

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch

Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.- frs/ 108.- €

ISSN 1662 - 4599

© 2010 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«Soft power: la guerre culturelle ...» suite de la page 7

réenregistrer. Leur financement par l'étranger devra être contrôlé plus strictement. Au début de 2008, tous les bureaux régionaux du *British Council*, à l'exception de celui de Moscou, ont été fermés parce qu'on leur reprochait des activités antirusse.²⁹

Contrairement à l'époque de la perestroïka et à l'ère Eltsine, l'intelligentsia russe, depuis l'attaque de la Yougoslavie par l'OTAN en 1999, n'est plus libérale mais nationaliste. Les écrivains, artistes, réalisateurs et metteurs en scène sont aujourd'hui des patriotes nationalistes et sont soutenus par le Kremlin. Le gouvernement contrôle également les informations politiques des médias, avant tout celles de la télévision, un peu moins celles des journaux.

Auparavant, le représentant principal des traditionalistes était *Alexandre Soljenitsyne* à qui on a cependant reproché de ne pas être assez critique à l'égard de l'Occident. Aujourd'hui, le groupe leader est constitué par les *po venniki* (enracinés dans le terroir). Ils sont chrétiens-orthodoxes, mais envisagent la période soviétique dans la tradition de l'histoire russe. Leurs idéologues sont des écrivains ruralistes: *Valentin Raspoutine*, *Vasily Belov* et *Victor Astafiev*. C'est dans les revues *Nas Sovremennik*, *Moskva* et *Molodaïa gvardia* que, dès les années 1970-80, l'idéologie patriotique a été élaborée.

La *Fondation pour la perspective historique*, dirigée par l'ancienne députée à la Douma *Natalia Narotchniskaïa*, défend un programme patriotique et chrétien, possède la série éditoriale *Svenia*, la revue *Internet Stoletie* et organise des conférences et des congrès. L'intelligentsia patriote nationaliste débat à propos d'une modification fondamentale du système prévoyant un renforcement de l'Etat et la fermeture des frontières. Les associations d'écrivains, d'artistes et de cinéastes possèdent des maisons de la culture, des galeries d'art, des cinémas et des revues et organisent de nombreuses manifestations. Il y a à Moscou 150 théâtres, opéras et salles de concerts qui jouent essentiellement des œuvres classiques. Le théâtre de metteur en scène, l'art abstrait et la musique atonale occupent une place secondaire.³⁰

L'Autriche et l'Allemagne jouissent d'une image positive, mais c'est surtout la culture allemande et l'histoire du passé que l'on connaît. On ne sait pas vraiment ce qui se passe actuellement en Allemagne. Soljenitsyne a toujours espéré que l'Allemagne deviendrait une sorte de pont entre la Russie et le reste du monde parce que les deux pays se sentaient attirés mutuellement.³¹ Mais les médias allemands transmettent une image déformée de la Russie: selon eux, la Russie serait en passe de revenir au système soviétique et les intellectuels néolibéraux mèneraient un combat désespéré. On cite en exemple l'écrivain pornographique *Victor Erofeïev* qui a été invité en Allemagne par l'hebdomadaire hambourgeois *Die Zeit*.³² Aujourd'hui, en Russie, la question déterminante n'est pas de savoir si le pays est en train de redevenir une dictature communiste mais une «dictature du relativisme» sur le modèle occidental ou une société chrétienne.³³

Le renouveau religieux

La véritable résistance contre l'occidentalisation vient aujourd'hui de l'Eglise orthodoxe qui est traditionaliste. Elle défend des valeurs traditionnelles comme le mariage, la famille, la maternité et s'oppose à l'homosexualité. Les églises sont pleines, surtout de jeunes gens. La majorité des jeunes se disent orthodoxes, c'est-à-dire chrétiens et se marient à l'église. Il y a de nouveau 100 millions de croyants, 30 000 prêtres et 600 couvents. L'Académie spirituelle de *Serguiev Possad* est pleine, elle reçoit 4 candidatures pour une place. Il existe une station de radio orthodoxe, une maison d'édition, une série de revues, des aumôniers dans l'Armée, les hôpitaux et les prisons et on a réintroduit de facto la discipline religion dans les écoles, pour la première fois depuis 1917. Selon des sondages, 70% des Russes se disent croyants.³⁴

En 2007, l'Eglise orthodoxe russe et le Vatican ont décidé d'engager des pourparlers pour aplanir leurs différends. L'archevêque

Illarion, directeur du département des Affaires ecclésiastiques étrangères du Patriarcat, ancien évêque russe-orthodoxe de Vienne, a déclaré à ce sujet: «Nous sommes des alliés et nous nous trouvons face au même défi: un laïcisme agressif».³⁵

En Russie, le christianisme orthodoxe est qualifié de «religion majoritaire». Un 4 novembre, Jour de l'unité nationale en Russie, j'ai eu l'occasion d'assister à une procession extraordinaire sur la place Rouge: le Patriarche marchait au premier rang, puis venaient les dignitaires de l'islam, de la communauté juive et des bouddhistes. C'était un symbolisme intentionnel: «Le Patriarche est le chef de la religion majoritaire, il rassemble les croyants et encourage la collaboration des différentes communautés religieuses. Il est le chef spirituel du peuple tout entier, et pas seulement des croyants orthodoxes.»³⁶

Conclusions

Aujourd'hui, la Russie traverse une crise qui se traduit tout d'abord dans les systèmes financier et monétaire, mais concerne également le domaine culturel. C'est d'ailleurs là qu'elle a son origine la plus profonde qui consiste en ce que la société laïque pluraliste n'apporte aux hommes ni véritable communauté, ni conception du monde ni sens.

La Russie n'a pas besoin de la «culture matérialiste et égoïste» de la société occidentale actuelle mais d'une idéologie nationale universelle qui comprenne tous les aspects de la vie, développe le pays et rejette tout ce qui menace l'existence du peuple.³⁷

La reprise des relations russo-américaines depuis deux ans ne change cependant rien à l'orientation antirusse à long terme de la politique américaine et n'empêche pas la CIA de redoubler d'activités en Russie. Après la visite d'*Obama* à Moscou, *Hillary Clinton* elle-même a insisté sur l'attachement des Etats-Unis à leur concept de leadership mondial absolu. Tôt ou tard, la Russie va devoir choi-

sir entre créer un Etat souverain qui ferme ses frontières et empêche la destruction de sa culture ou capituler et devenir une province de l'Occident.

(Traduction *Horizons et débats*)

¹ Basil Liddell Hart, *Strategy: The Indirect Approach*, 1^{re} éd. 1929, 2^e éd. 1954

² Christopher Simpson, *Science of Coercion: Communication Research and Psychological Warfare, 1945-1960*, New York, Oxford U.P., 1994, p. 4

³ Simpson, *Science of Coercion*, p. 87

⁴ A. Ross Johnson, R. Eugene Parta, *Cold War Broadcasting: Impact on the Soviet Union and Eastern Europe*, Woodrow Wilson International Center, Washington, 2010

⁵ Frances Stonor Saunders, *Who Paid the Piper? The CIA and the Cultural Cold War*, London 1999

⁶ Peter Schweizer, *Victory: The Reagan Administration's Secret Strategy That Hastened the Collapse of the Soviet Union*, New York, 1994

⁷ S.G. Kara-Murza, A.A. Aleksandrov, M.A. Muraškin, S.A. Telegin, *Revolucii na eksport*, Moskva, 2006

⁸ Cité d'après: V.I. Jakunin, V. Bagdasarjan, S.S. Sulakšin, *Novye tehnologii bor'by s rossijskoj gosudarstvennost'ju*, Moskva, 2009, str. 50

⁹ Joseph Nye, *Bound to Lead: the Changing Nature of American Power*, Basic Books, 1990; Joseph Nye, *Transformational Leadership and U.S. Grand Strategy*, *Foreign Affairs*, vol. 85, No 4, July/August 2006, pp. 139-148

¹⁰ Richard Armitage, Joseph S. Nye, *A Smarter, More Secure America*, CSIS Commission on Smart Power, 2009

¹¹ Peter Schweizer, *Victory: The Reagan Administration's Secret Strategy That Hastened the Collapse of the Soviet Union*, New York, 1994

¹² Cela figure dans la biographie officielle d'Eltsine de Vladimir Solovoyov et Elena Klepikova, Boris Yeltsin. *A political Biography*. Après l'audition d'Eltsine devant le Congrès, David Rockefeller a déclaré: «C'est notre homme!»

¹³ O. A. Platonov, *Rossija pod vlast'ju masonov*, Moskva 2000, p. 35

¹⁴ Platonov, *Rossija*, p. 3

¹⁵ Platonov, *Rossija*, p. 15

¹⁶ Jakunin, *Novye tehnologii*, p. 81

¹⁷ Jakunin, *Novye tehnologii*, p. 90

¹⁸ Jakunin, *Novye tehnologii*, p. 94 sqq.

¹⁹ Jakunin, *Novye tehnologii*, p. 92

²⁰ www.pravda.ru 03/19/2008

²¹ Gerlind Schmidt, *Russische Föderation*, in: Hans Döbert, Wolfgang Hörner, Botho von Kopp, Lutz R. Reuter (Hrsg.), *Die Bildungssysteme Europas, Hohengehren 2010 (= Grundlagen der Schulpädagogik, Bd. 46, 3. Aufl.)*, p. 619

²² Schmidt, *Russische Föderation*, p. 635

²³ Schmidt, *Russische Föderation*, p. 632

²⁴ Pierre Hillard, Bertelsmann – un empire des médias et une fondation au service du mondialisme, Paris, 2009, p. 27

²⁵ «1. Le pluralisme idéologique est reconnu dans la Fédération de Russie. 2. Aucune idéologie ne peut s'instaurer en qualité d'idéologie d'Etat ou obligatoire.» Art. 13 de la Constitution de la Fédération de Russie de décembre 1993

²⁶ A. Cernych, *Mir sovremennykh media*, Moskva, 2007

²⁷ Roland Haug, *Die Kreml AG*, Hohenheim, 2007

²⁸ Schmidt, *Russische Föderation*, p. 639

²⁹ Das Feindbild Westen im heutigen Russland, *Stiftung Wissenschaft und Politik*, Berlin, 2008

³⁰ Vladimir Malachov, *Sovremennyj russkij nacionalizm in: Vitalij Kurennoj, Mysljaškaja Rossija: Kartografija sovremennykh intellektual'nykh napravlenij*, Moskva 2006, pp. 141 sqq.

³¹ Interview d'Alexandre Sojénitsyne, *Der Spiegel* n° 30, 23/07/07; Marc Stegherr, Alexander Solschenizyn, *Kirchliche Umschau*, n° 10, Octobre 2008

³² Nikolaj Plotnikov, *Russkie intellektualy v Germanii*, in: *Kurennoj, Mysljaškaja Rossija*, p. 328

³³ Westen ohne Werte? Interview de Natalia Narotchniskaïa, directrice de l'Institut russe pour la démocratie et la coopération de Paris, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, n° 51, 29/02/08

³⁴ Jakunin, *Novye tehnologii*, pp. 196 sqq.

³⁵ Interview du Spiegel

³⁶ *Der Spiegel*, n° 51, 14/12/09

³⁷ Pape Benoît XVI, Encyclique «Spe salvi», Rome, 2007, dans laquelle il parle d'une «dictature du relativisme».

Qui est Henry Dunant?

Deux enfants découvrent l'histoire d'Henry Dunant et de la Croix-Rouge



Lisette Bors

Le 30 octobre aura lieu le 100^e anniversaire de la mort d'Henry Dunant. C'est l'occasion de nous intéresser à nouveau à la création et à l'histoire de la Croix-Rouge. Les idées et l'action

de Dunant n'ont rien perdu de leur actualité, bien au contraire.

Homme bien ancré dans son époque, il n'a pas fermé les yeux face aux horreurs de la guerre. Son grand cœur et sa détermination dans l'action, qui lui ont inspiré la vision d'une

organisation humanitaire et d'un droit humanitaire, ne cessent depuis lors de toucher les hommes de tous les pays et de toutes les cultures.

Sans sa force de conviction et son énergie, la Croix-Rouge n'existerait pas. On est fasciné de voir tout le bien qu'un seul individu peut faire lorsqu'il est animé par la compassion et qu'il ne recule pas devant les obstacles. La sensibilité sans calcul au sort d'autrui et l'énergie avec laquelle Dunant a répandu ses idées et les a mises en œuvre constituent encore pour les enfants et les jeunes d'aujourd'hui un modèle séduisant et convaincant.

C'est dans cet esprit que Lisette Bors a rédigé et illustré le livre d'ima-

ges «Qui est Henry Dunant?». Intégré à l'univers quotidien des enfants, il introduit les jeunes lecteurs (ou auditeurs) dans le sujet. Se prêtant aussi bien à la lecture à haute voix par un adulte qu'à la lecture individuelle, il a sa place dans la famille, au jardin d'enfants, à l'école et dans les groupes de jeunes et pourra servir de base à des discussions enrichissantes.

Les faits historiques ont été soigneusement vérifiés par des spécialistes de la *Croix-Rouge suisse*, du *CICR* et de la *Société Henry Dunant*. Ils constituent également une source d'informations précieuse pour les lecteurs adultes.

L'auteure, Lisette Bors

Invitation

Les Editions *Zeit-Fragen*, la Commission culturelle de l'Alte Zwirnerei Mühlau et l'auteure, vous invitent cordialement à venir assister à la présentation du livre «Qui est Henry Dunant?»

le samedi 30 octobre à 14 heures
à l'«Alte Zwirnerei Mühlau»,
Mühlaustr. 41, 9602 Bazenheid SG

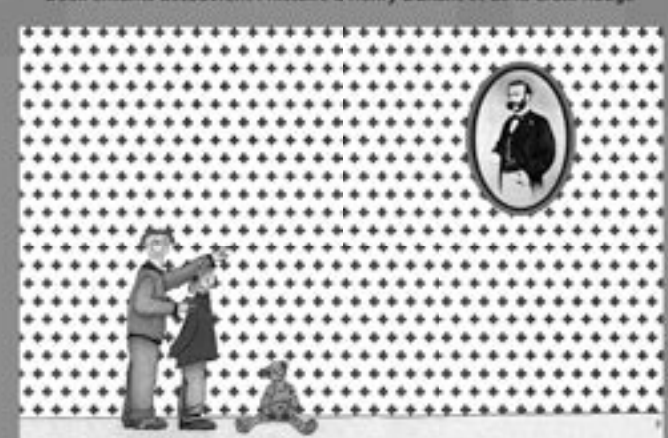
La réunion, à laquelle participera *Philippe Bender*, historien de la Croix-Rouge suisse, sera suivie d'un apéritif.

Invitation

à la présentation du livre pour enfants «Qui est Henry Dunant?»
à l'occasion du 100^e anniversaire de la mort d'Henry Dunant

Qui est Henry Dunant?

Deux enfants découvrent l'histoire d'Henry Dunant et de la Croix-Rouge



Lisette Bors